



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA NIEVRE

Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

N° 2012-P- 158

ARRÊTÉ

mettant en demeure la société Anvis France Decize SAS - Usine des Caillots
de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007
pour son établissement situé sur le territoire de la commune de DECIZE (58300)

Le préfet de la Nièvre
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'environnement, livre V "prévention des pollutions, des risques et des nuisances" et notamment son article L514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007 autorisant la société WOCO Decize SAS à exploiter une installation de production de mélanges élastomériques, de pièces anti-vibratoires, de pièces caoutchouc, de manchons compensateurs sur la commune de Decize ;

VU le plan national d'élimination et de décontamination des appareils contenant des PCB et PCT et notamment son chapitre IV.3, approuvé par arrêté ministériel du 26 février 2003 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne établi le 25 novembre 2011 à la suite de l'inspection des installations réalisée le 10 novembre 2011 ;

CONSIDERANT que des non-conformités aux dispositions concernant la fréquence des analyses des rejets aqueux et atmosphériques fixées par les articles 14.3 et 20.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2007 susvisé ont été relevées lors de l'inspection susvisée ;

CONSIDERANT que des non-conformités aux dispositions relatives à la surveillance de l'impact des rejets de l'installation sur la rivière Aron fixées par l'article 37.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2007 susvisé ont été relevées lors de l'inspection susvisée ;

CONSIDERANT que des non-conformités aux dispositions relatives à l'étude de risques sanitaires fixées par l'article 48 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2007 susvisé ont été relevées lors de l'inspection susvisée ;

CONSIDERANT que des non-conformités aux dispositions relatives à l'étude de risque foudre fixées par l'article 28.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2007 susvisé ont été relevées lors de l'inspection susvisée ;

CONSIDERANT que la société Anvis France Decize détient deux appareils contenant des PCB, substances énumérées à l'article R. 543-17 ;

CONSIDERANT que les appareils n'ont pas été éliminés ou ne sont actuellement pas décontaminés ;

CONSIDERANT que l'article L 514.1 du Code de l'environnement stipule que, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation par l'exploitant des conditions imposées à son installation, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er :

La société Anvis France Decize SAS, dont le siège social est situé BP 101 – Usine des Caillots à Decize (58300) est mise en demeure, pour son établissement Anvis France Decize Usine des Caillots situé à Decize (58300), de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007 susvisé :

- l'article 14.3, sous un mois à compter la notification du présent arrêté,
- les articles 20.1 et 28.1, sous trois mois à compter la notification du présent arrêté,
- les articles 37.2 et 48, sous six mois à compter la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La société Anvis France Decize SAS, dont le siège social est situé BP 101 – Usine des Caillots à Decize (58300) est mise en demeure de respecter, pour son établissement Anvis France Decize Usine des Caillots situé à Decize (58300), de faire éliminer ou de décontaminer sous deux mois les transformateurs aux PCB soit par une entreprise agréée dans les conditions définies aux articles R. 543-34 et R. 543-40, soit dans une autre installation qui a obtenu une autorisation dans un autre Etat membre de la Communauté Européenne .

ARTICLE 3 :

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1^{er} et de l'article 2, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 - DELAI ET VOIE DE RECOURS :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 - EXECUTION ET NOTIFICATION :

M. le secrétaire général de la préfecture,
M. le maire de Decize,
Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de la société Anvis France Decize SAS et dont copie sera adressée à M. le chef de l'unité territoriale de la DREAL à NEVERS.

Nevers, le 01 FEV. 2012

Le préfet
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Michel PAILLISSÉ